



loi de « sécurité globale », violences policières, dérives autoritaires...

FSU du Val-de-Marne

Bulletin n°127

Décembre 2020

MENACE SUR LA

DÉMOCRATIE

Fédération Syndicale Unitaire du 94
EPA, SNASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ, SNPIEN, SNUAS-FP, SNUITER, SNUJEP, SNUjpp, SNUJPDEN



F.S.U. Services publics: des missions au service de l'intérêt général
ANI - Pacte de responsabilité - Réduction des dépenses publiques
STOP! Faites le choix des solidarités, de l'égalité, pas de la fin



Les manifestations du 28 novembre ont fait la preuve du grand mécontentement qui règne dans le pays. Le contexte dans lequel nous vivons aujourd'hui engendre des discours et des dérives autoritaires.

Après l'assassinat de Samuel Paty, des enfants de 10 ans ont été mis en garde à vue. La loi dite de sécurité globale adoptée à l'assemblée entraînera inévitablement une autocensure dans le filmage des manifestations. Sans oublier que cette loi fait la part belle aux polices privées et aux drones.

Si les contraintes de la dette ont sauté, c'est uniquement pour sauver le capital ; les aides sans contrepartie n'empêchent en rien la multiplication des plans de licenciements et la hausse des dividendes.

Le gouvernement porte par ailleurs une lourde responsabilité dans la situation sanitaire que nous vivons aujourd'hui : il aurait fallu abroger le jour de carence dans la fonction publique afin que tous les agents puissent sereinement se faire dépister sans la crainte de perdre une journée de salaire, il aurait fallu faire des distributions massives et gratuites de masques, prendre mieux en compte les agents vulnérables, recruter des personnels supplémentaires, ...

Dans l'éducation nationale, la réponse du ministère pour contrer la crise sanitaire conduit à de criantes inégalités ; dans les lycées, où le choix a été laissé aux établissements de mettre ou non en place des cours en demi-groupe ; nous constatons que les plus favorisés sont restés en classes entières quand les autres sont passés en demi groupe, accentuant les inégalités scolaires.

Dans les collèges, le manque de personnels, aussi bien enseignants qu'éducatif et territorial conduit à des situations de travail extrêmement dégradées et à l'épuisement des personnels.

Dans les écoles enfin, ce même manque de personnels entraîne des classes encore davantage surchargées qu'à l'accoutumée.

Nous ne réussissons pas à avoir une vue d'ensemble de la contamination dans nos établissements et la lettre ouverte que nous avons envoyée à la DASEN est restée sans réponse...

Salaire, budget, conditions de travail, métier, le compte n'y est vraiment pas ! La FSU a quitté le Grenelle de l'Education qui n'est qu'un simulacre de concertation au service de la communication ministérielle.

La FSU a décidé de construire un plan d'action et appelle à la grève avec d'autres organisations syndicales le 26 janvier 2021.

■ Catherine Anglesio

La précarité n'est pas une fatalité

LUTTONS CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

L'application de la loi de transformation (TFP) entraîne des conséquences implacablement destructrices des services publics et des droits des personnels, lesquels deviennent des variables d'ajustement face à la crise.

Ces dégradations sont décuplées par la crise sanitaire et sociale, dans les hôpitaux publics et à l'éducation nationale, clairement, depuis le premier confinement.

La FSU demande toujours le retrait de cette loi qui apportera aussi davantage de précarité dans le supérieur : les amendements adoptés par le Sénat montrent à quel point le gouvernement utilise de manière « opportuniste » la crise sanitaire pour faire passer des mesures qui suscitent une très forte opposition au sein de la communauté universitaire.



le 10 novembre, jour de grève et de mobilisation

S'opposer au recours croissant au contrat, pour lutter contre la casse du statut Fonction publique !

La fin du paritarisme, que nous condamnons, syndicalement, signe la fin d'un traitement équitable et transparent en matière de promotion et mutations là où cela existait encore. Pire encore, le statut est menacé par le recours encouragé au contrat, et le cadeau fait au privé de parties entières des services publics.

Alors qu'ils sont fondamentaux pour la société et des amortisseurs en temps de crise, le gouvernement reste sourd et radin : aucun moyen supplémentaire n'est destiné aux hôpitaux, aux écoles, collèges et lycées, alors que des plans d'urgence étaient demandés par l'intersyndicale depuis la fin du premier confinement.

Les seuls moyens consentis sont le recrutement de personnels précaires, ce qui a été confirmé lors du dernier CHSCT de l'académie de Créteil, alors qu'il reste encore une centaine de lauréats sur la liste complémentaire du premier degré !

Lutter pour la création d'un statut FP pour les AESH, et l'augmentation générale de leur salaire, c'est défendre le service public d'éducation garant d'équité, du respect des droits à un accompagnement de qualité, à la hauteur des besoins.

Personnels contractuels parmi les plus précaires de la Fonction publique, avec des temps partiels imposés et des salaires moyens de 700 euros par mois dans le Val de Marne, les AESH travaillent en totale insécurité sanitaire depuis la rentrée.

Comme si cela ne suffisait pas, elles/ils voient leurs conditions de travail se dégrader en raison de la logique comptable qui préside à la politique actuelle d'inclusion scolaire, en contradiction franche avec les droits des élèves en situation de handicap (Loi 2005).

Regroupements d'élèves en situation de handicap dans une même classe, avec un.e seul.e AESH, multiplication du

nombre d'élèves à accompagner (parfois 4 élèves pour une seule AESH avec 21 heures) : c'est la logique des PIAL (Pôle Inclusif d'Accompagnement Localisé), qui broient les conditions de travail des personnels et conditions d'apprentissage des élèves.

Les syndicats départementaux de la FSU 94 n'ont eu de cesse depuis le mois de juin, d'exiger des Plans d'urgence pour les services publics, et nous devons poursuivre sans délai la mobilisation des personnels et des usagers, depuis le local, dans leurs communes et dans toutes les actions unitaires à venir, autour du 5 décembre notamment, contre la précarité dans le monde du travail. Nous devons continuer d'exiger des plans pluriannuels de créations d'emplois et converger avec les autres secteurs publics, et en particulier celui de l'hôpital public.

■ Magalie Trarieux



LETTRE OUVERTE

À Mme la Directrice Académique

Madame,

Les informations dont nous disposons à ce jour sont très inquiétantes sur la propagation du COVID- 19 parmi nos élèves, et donc leurs familles, et l'ensemble des personnels des établissements scolaires.

Or, aucun dispositif rigoureux et transparent ne semble avoir été mis en place par vos services afin de communiquer une information fiable, et d'éviter ainsi tout affolement dans la population.

Pire, il semblerait que les directeurs d'école et les chefs d'établissement aient reçu la consigne de ne pas communiquer sur le nombre de cas de COVID portés à leur connaissance et qu'ils interviennent négativement auprès des personnels qui divulgueraient des informations.

Cette situation est inacceptable et ne peut perdurer : il en va de la confiance de tous dans le système scolaire.

C'est pourquoi nous vous demandons, Madame la Directrice académique, de mettre en place une procédure qui permette à tous les personnels de connaître la situation réelle dans son établissement.

Par ailleurs, compte-tenu de l'écart extraordinaire séparant les chiffres de contaminations à la Covid-19 chez les 0-19 ans donnés par Santé-Publique-France et les chiffres de contamination des élèves donnés par le ministère et les rectorats, nous demandons au ministère de l'Éducation nationale, au rectorat et à la DSDEN, conjointement avec les ARS et le ministère de la Santé, d'éclaircir sans délai cette énigme et d'en tirer les conséquences en termes de précautions sanitaires

Dans l'attente d'une réponse que nous espérons positive, veuillez croire, Madame la Directrice Académique, en notre attachement au service public d'éducation.

La FSU du Val-de-Marne